19 octobre 2022

Réponse du Conseil administratif à la motion du 9 mars 2021 de M^{mes} et MM. Maryelle Budry, Brigitte Studer, Corinne Bonnet-Mérier, Audrey Schmid, Monica Granda, Gazi Sahin, Joëlle Bertossa, Olivier Gurtner, Amanda Ojalvo, Paule Mangeat, Laurence Corpataux, Anna Barseghian et Uzma Khamis Vannini: «Pour un soutien à un centre féministe en Ville de Genève».

TEXTE DE LA MOTION

Considérant:

- que nous voulons marquer chaque 8 mars – Journée internationale de lutte pour les droits des femmes – par une avancée concrète pour les femmes de Genève;
- que le Collectif genevois pour la grève féministe a réussi à mobiliser des dizaines de milliers de femmes en Suisse lors de la grève féministe en 2019, dont 50 000 à Genève;
- qu’il existe toujours un fort mouvement féministe et une forte mobilisation des femmes* en Ville de Genève;
- que la Ville de Genève s’engage pour la lutte contre les discriminations et la promotion de l’égalité dans tous ses départements, par rapport à ses prestations à la population comme par rapport à son personnel;
- qu’elle a mené des enquêtes dans le cadre de ses champs d’action, comme récemment sur les pratiques des femmes dans les espaces publics ou sur les stéréotypes et la discrimination de genre dans le domaine du sport et des loisirs sportifs;
- qu’elle a décidé d’agir en mettant sur pied des plans d’action pour s’attaquer aux très nombreuses inégalités qui persistent;
- que la mobilisation des femmes* est et reste le facteur principal dans la lutte contre les discriminations et les inégalités;
- qu’une pétition «Pour un centre féministe à Genève» vient d’être déposée par le collectif,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif de soutenir les femmes* de manière concrète dans leurs luttes et leurs engagements en mettant à disposition du Collectif genevois pour la grève féministe des locaux de son parc immobilier, situés au centre-ville, bien accessibles, de type arcade, afin qu’il dispose d’un lieu de réunion, d’organisation et d’accueil.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Le 8 mars 2021, le Collectif de la grève féministe a déposé une pétition au Conseil municipal, demandant la mise à disposition par la Ville d'un local (maison ou arcade) qui permettrait de créer un centre féministe à Genève, les objectifs pour le Collectif étant de disposer d'un lieu pour se réunir, organiser des permanences et stocker du matériel.

Par ailleurs, la motion M-1601, déposée le 9 mars 2021 et acceptée par le Conseil municipal le 9 mars 2022, demande au Conseil administratif de soutenir la demande du Collectif. Cette motion a été renvoyée pour traitement au département des finances, de l'environnement et du logement (DFEL).

En parallèle, dès 2021, le Collectif de la grève féministe a engagé des démarches directement auprès du DFEL et du Service Agenda 21 – Ville durable (A21) afin de concrétiser cette demande. La Gérance immobilière municipale (GIM) a également été associée au processus.

Le Conseil administratif considère que la demande du Collectif de la grève féministe est justifiée, de par les activités continues menées depuis la préparation de la grève féministe du 14 juin 2019 jusqu'à aujourd'hui et les dynamiques de mobilisation collective engagées en faveur de la promotion de l'égalité et de la lutte contre les discriminations de genre au niveau genevois. Un renforcement est encore à prévoir suite à la votation fédérale du 25 septembre dernier sur le relèvement de l'âge de la retraite à 65 ans pour les femmes.

Le Collectif de la grève féministe ne dispose par ailleurs pas d'une autre forme de subvention de la part de la Ville de Genève, en dehors de quelques soutiens très ponctuels pour mener à bien ses activités. La présidence du DFEL a ainsi validé le principe d'une mise à disposition d'un local via une subvention non monétaire imputée sur les lignes de l'A21.

Reste à concrétiser ce principe en ayant une proposition concrète à faire au Collectif de la grève féministe, qui correspondrait à sa demande et à ses besoins. Plusieurs pistes ont été investiguées durant le premier semestre de l'année 2022 mais n'ont malheureusement pas abouti. Depuis la rentrée, les services municipaux poursuivent leurs recherches pour trouver en priorité une solution permettant au Collectif de la grève féministe de disposer de locaux.

Au nom du Conseil administratif

Le secrétaire général:
Gionata Piero Buzzini

Le vice-président:
Alfonso Gomez